



Bilan de la prise en charge des dommages miniers en 2008

Groupe d'information sur l'après-mine (GIAM) dans le bassin houiller
Réunion du 10 mars 2009

Fondement réglementaire

➤ Art. 75-1 du code minier

« L'explorateur ou l'exploitant, ou à défaut le titulaire du titre minier, est responsable des dommages causés par son activité. Il peut toutefois s'exonérer de sa responsabilité en apportant la preuve d'une cause étrangère.

Cette responsabilité n'est pas limitée au périmètre du titre minier ni à la durée de validité du titre.

En cas de disparition ou de défaillance du responsable, l'Etat est garant de la réparation des dommages mentionnés au premier alinéa ; il est subrogé dans les droits de la victime à l'encontre du responsable. »

Fondement réglementaire

➤ Décret n°2007-1806 du 21 décembre 2007

- ☐ dissolution et mise en liquidation de l'établissement public CdF
- ☐ transfert à l'Etat des obligations liées à la fin des concessions au titre des articles 91 à 93 du code minier, ainsi que de l'ensemble des autres biens, droits et obligations, à l'exception de ceux relatifs aux opérations de liquidation

➤ Circulaire du MEEDDAT du 14 mars 2008

- ☐ instructions aux préfets de département concernant les modalités de traitement des demandes de prise en charge des dommages miniers consécutifs aux anciennes exploitations de Charbonnages de France

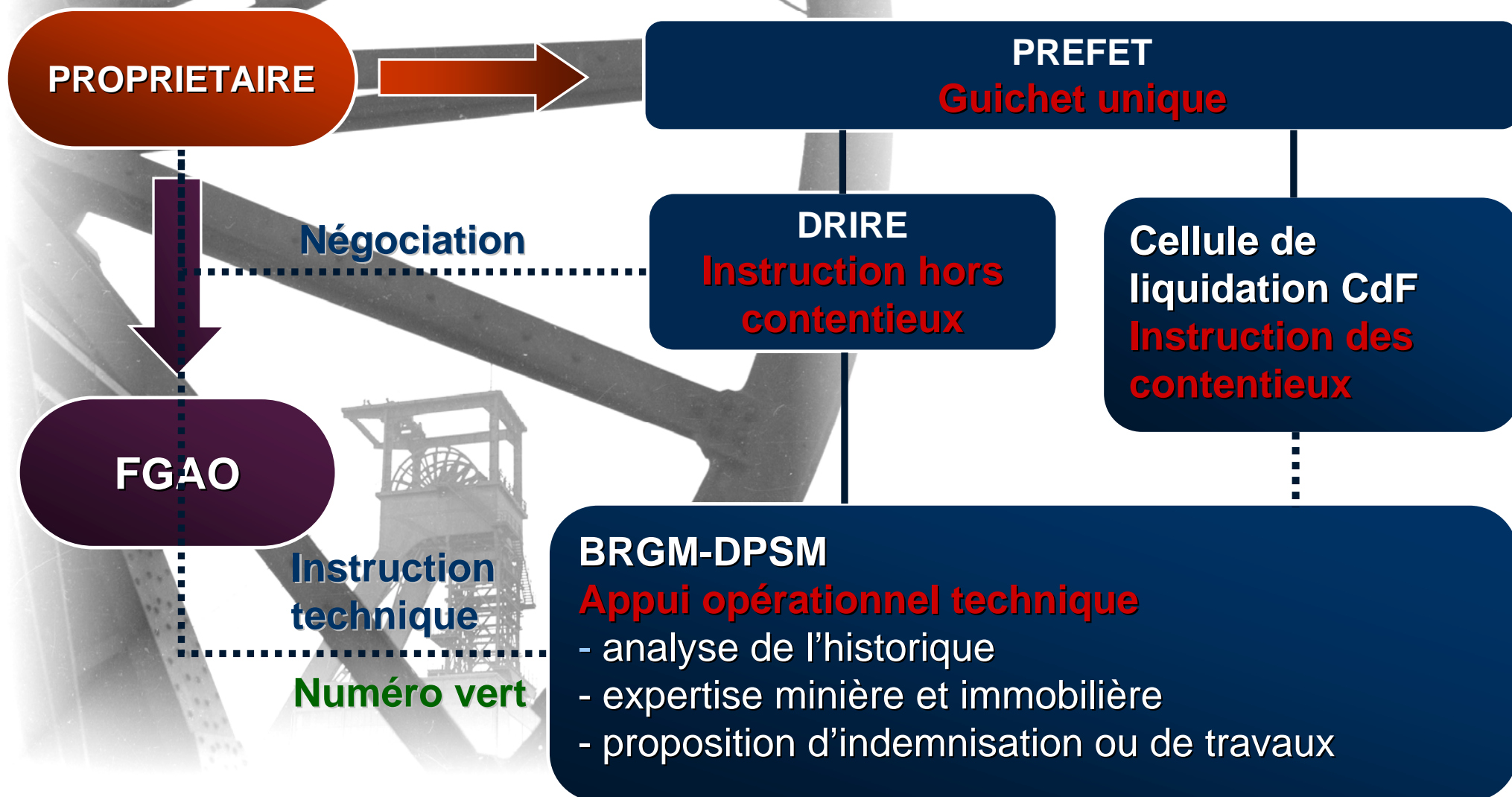
Un dispositif dual

➤ Art. L.421-17 du code des assurances

« I. - toute personne propriétaire d'un immeuble ayant subi des dommages, survenus à compter du 1er septembre 1998, résultant d'une activité minière présente ou passée alors qu'il était **occupé à titre d'habitation principale** est indemnisée de ces dommages par le fonds de garantie (...)

V.- le fonds de garantie est subrogé dans les droits des personnes indemnisées à concurrence des sommes qu'il leur a versées. »

Modalités de prise en charge



Résolution positive de l'instruction

- **En cas de suite positive, les prises en charge de l'Etat sont susceptibles de prendre la forme :**
 - ☐ d'un versement d'indemnité pécuniaire en vue de la réalisation de travaux par le propriétaire
 - ☐ d'une réalisation directe de travaux par l'Etat, en maîtrise d'ouvrage déléguée au BRGM/DPSM
 - ☐ d'un versement d'indemnité pécuniaire au titre de la mise en pente de l'immeuble
 - ☐ ou d'un versement d'indemnité dite « totale », correspondant au coût d'acquisition de l'immeuble et au versement complémentaire d'une indemnité en compensation de la perte de la propriété, des pertes et troubles de toutes natures, ainsi que des frais de déménagement

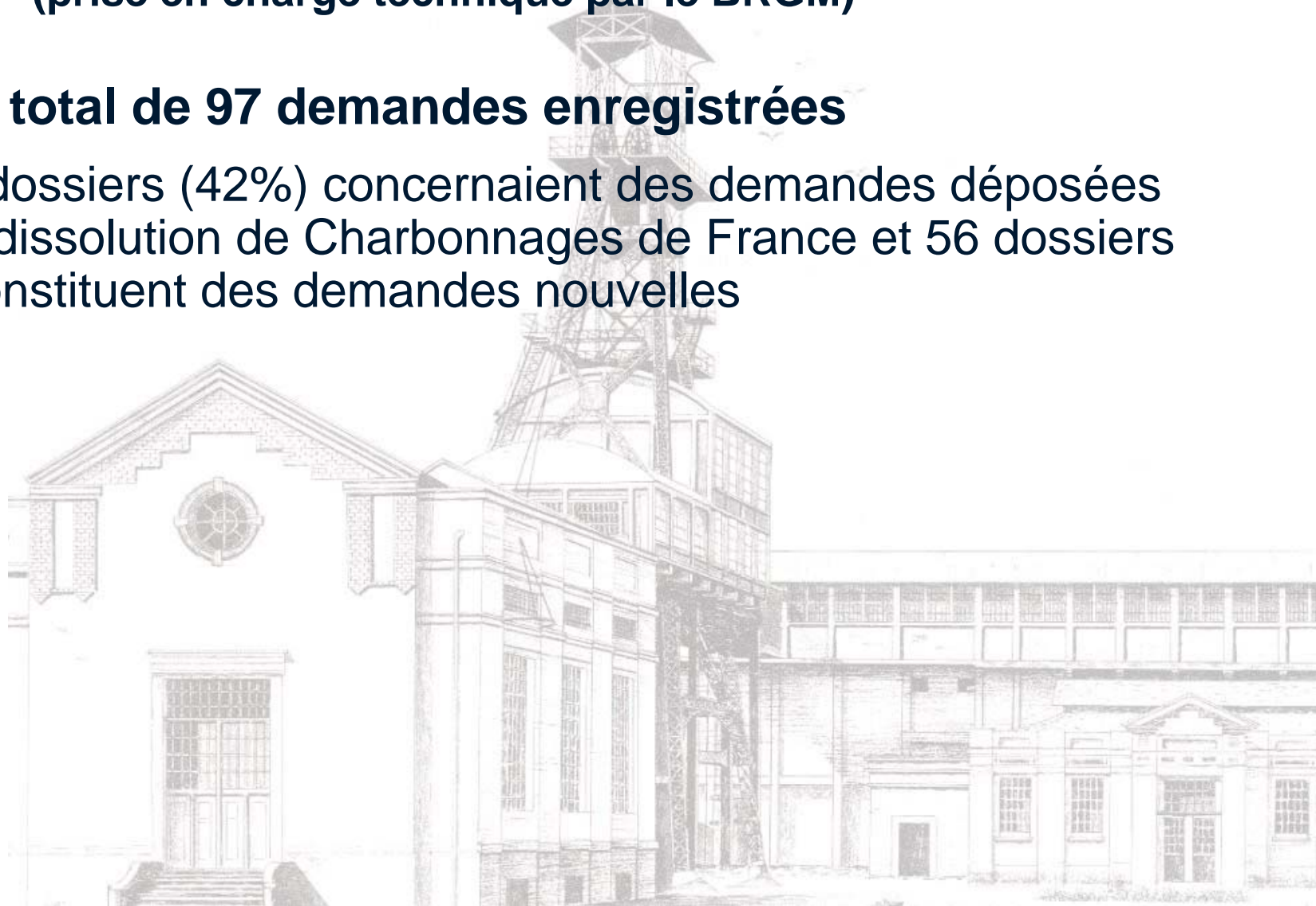
Formalisme attaché à la résolution

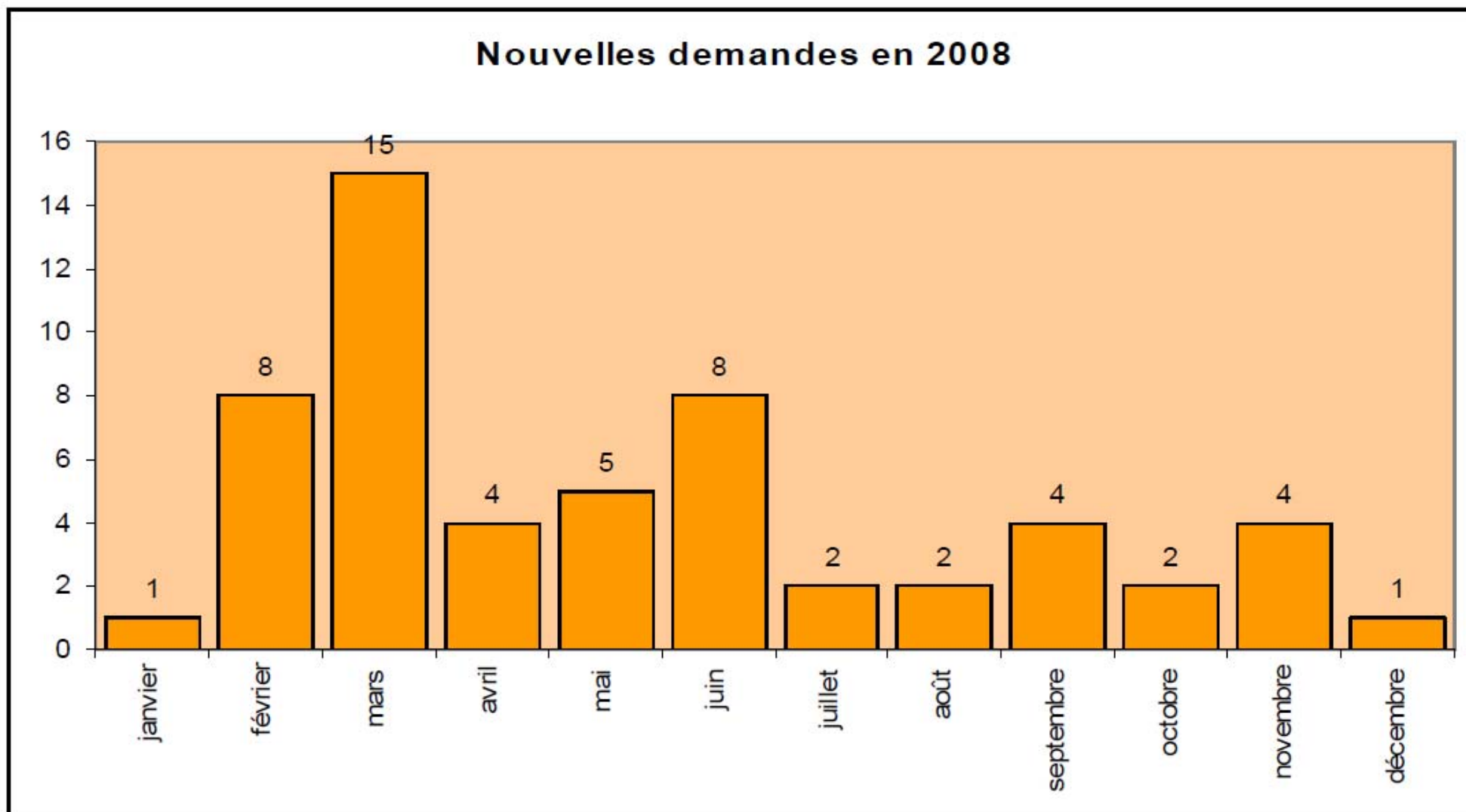
- **La prise en charge des dommages s'effectue moyennant l'intervention préalable d'une convention bipartite :**
 - ☐ fixant les obligations de l'Etat (reconnaissance de l'origine minière, attribution d'une indemnité ou engagement à réaliser des travaux de réparation)
 - ☐ arrêtant le montant de l'indemnisation ou la nature des travaux, ainsi que les modalités de leur exécution
 - ☐ et fixant les obligations du demandeur (reconnaissance de la réparation totale des dommages du fait de l'indemnité ou des travaux, renonciation à toute action au titre du litige,...)
- **La convention entre les parties vaut alors transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil**

Etat des demandes instruites

(prise en charge technique par le BRGM)

- **Un volume total de 97 demandes enregistrées**
 - ❑ dont 41 dossiers (42%) concernaient des demandes déposées avant la dissolution de Charbonnages de France et 56 dossiers (58%) constituent des demandes nouvelles



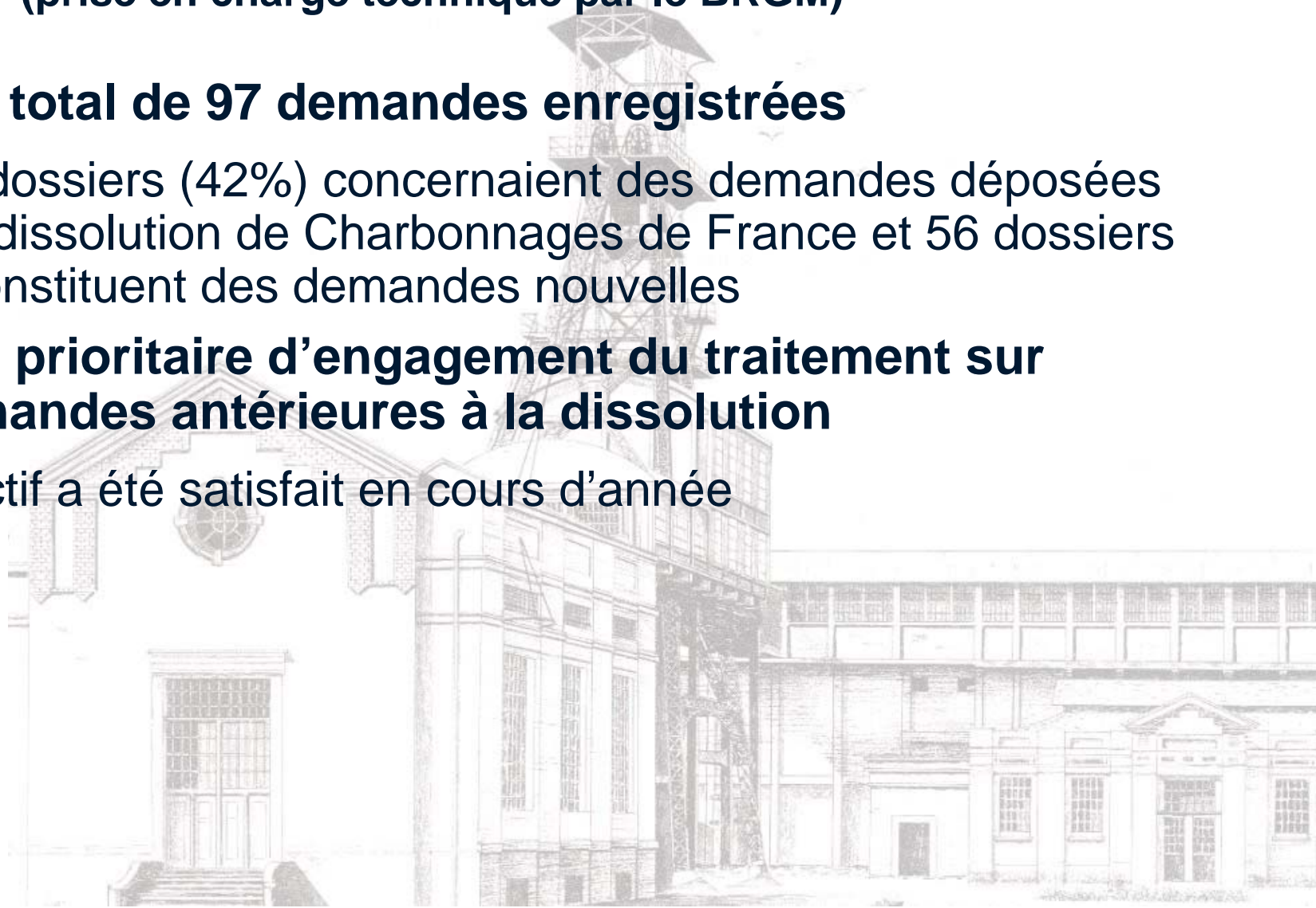


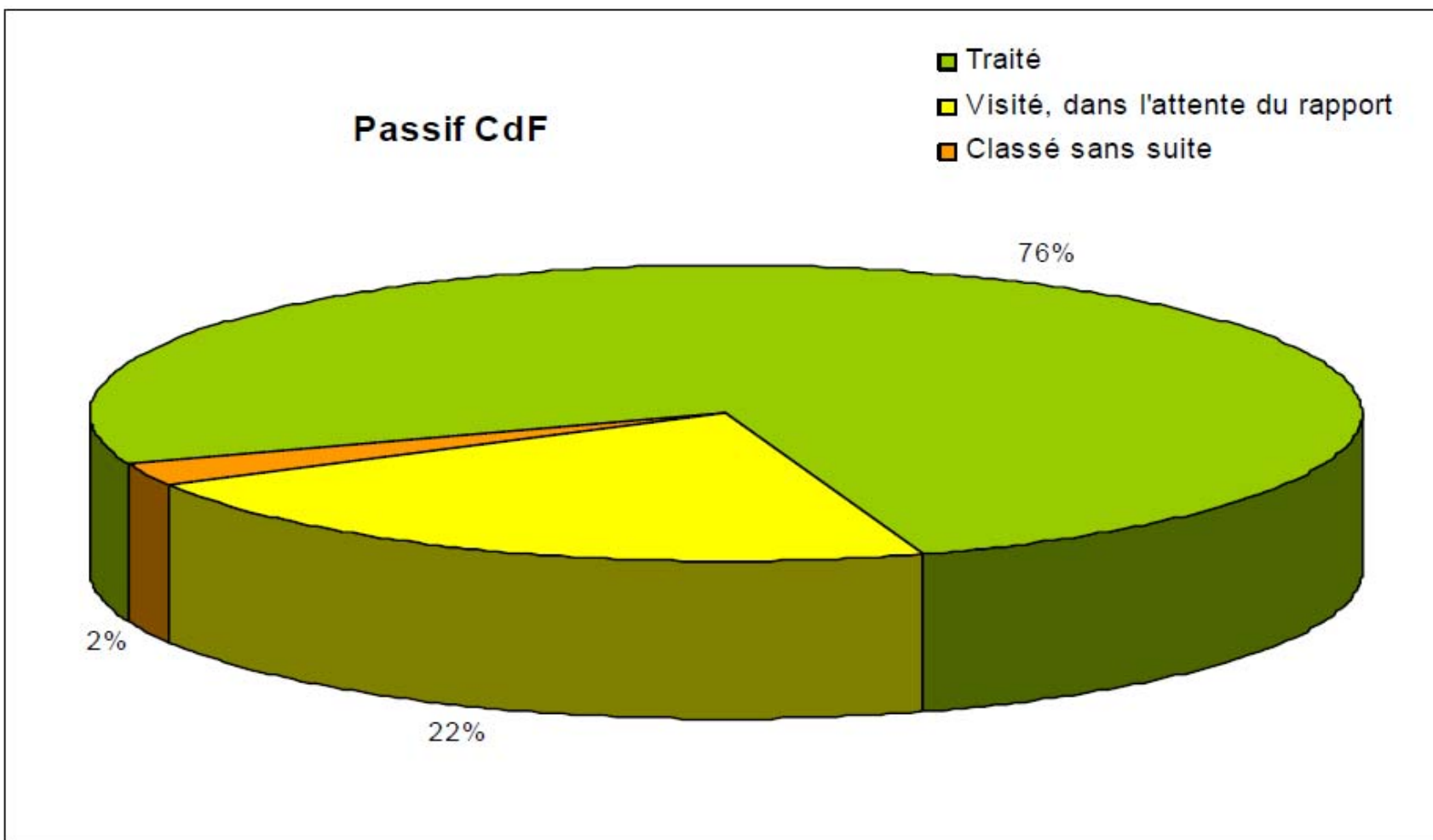
Graphique n°1 : répartition mensuelle des nouvelles demandes enregistrées en 2008.

Etat des demandes instruites

(prise en charge technique par le BRGM)

- **Un volume total de 97 demandes enregistrées**
 - ☐ dont 41 dossiers (42%) concernaient des demandes déposées avant la dissolution de Charbonnages de France et 56 dossiers (58%) constituent des demandes nouvelles
- **Un objectif prioritaire d'engagement du traitement sur toutes demandes antérieures à la dissolution**
 - ☐ cet objectif a été satisfait en cours d'année



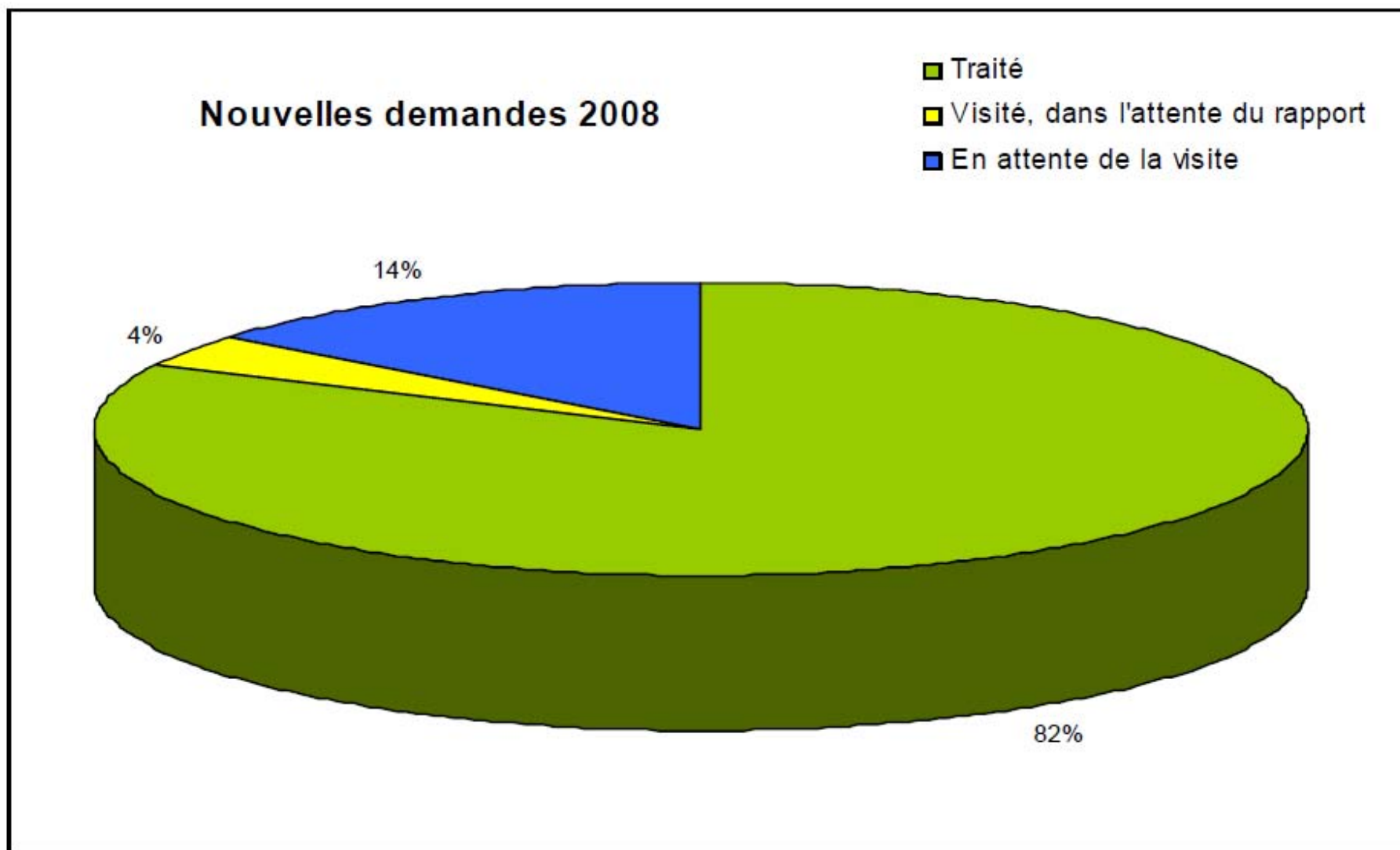


Graphique n°2 : répartition de l'instruction du DPSM pour les dossiers relevant du passif CdF

Etat des demandes instruites

(prise en charge technique par le BRGM)

- **Un volume total de 97 demandes enregistrées**
 - ❑ dont 41 dossiers (42%) concernaient des demandes déposées avant la dissolution de Charbonnages de France et 56 dossiers (58%) constituent des demandes nouvelles
- **Un objectif prioritaire d'engagement du traitement sur toutes demandes antérieures à la dissolution**
 - ❑ cet objectif a été satisfait en cours d'année
- **Une prise en charge assurée au fil des demandes pour les dossiers nouvellement déposés**

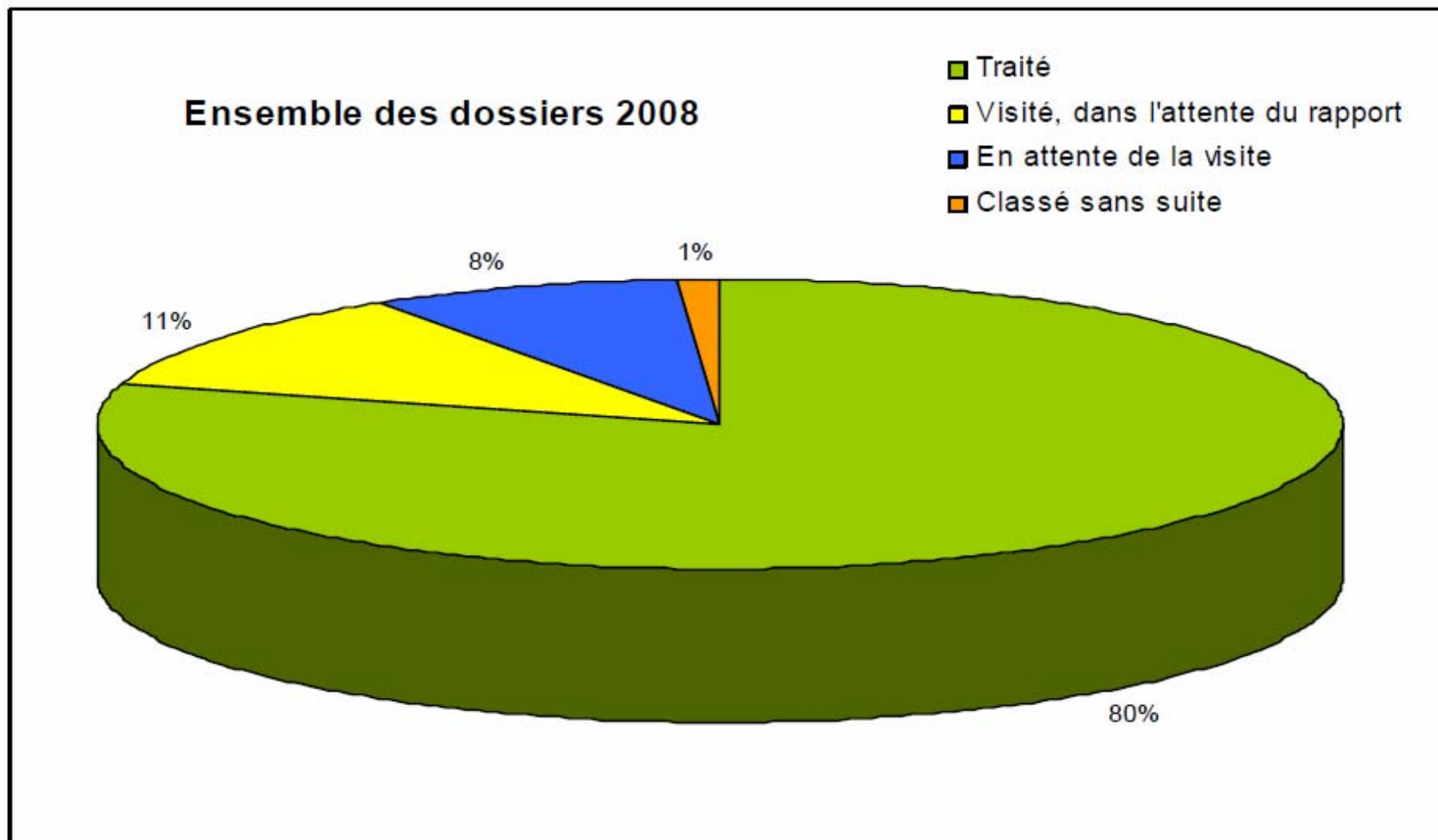


Graphique n°3 : répartition de l'instruction du DPSM pour les demandes nouvelles

Etat des demandes instruites

(prise en charge technique par le BRGM)

- **Un volume total de 97 demandes enregistrées**
 - ❑ dont 41 dossiers (42%) concernaient des demandes déposées avant la dissolution de Charbonnages de France et 56 dossiers (58%) constituent des demandes nouvelles
- **Un objectif prioritaire d'engagement du traitement sur toutes demandes antérieures à la dissolution**
 - ❑ cet objectif a été satisfait en cours d'année
- **Une prise en charge assurée au fil des demandes pour les dossiers nouvellement déposés**
- **Un niveau global de traitement de 80% en fin d'année**



Graphique n°4 : répartition de l’instruction du DPSM pour l’ensemble des demandes

Suites données par l'Etat

(décision du Préfet)

➤ Sur l'ensemble des 77 demandes instruites techniquement

- ❑ **38 dossiers (49,5%)** se sont traduits par une fin de non recevoir (absence d'origine minière, dommages déjà indemnisés par CdF, prescription décennale,...)
- ❑ **25 dossiers (32,5%)** ont fait l'objet d'une prise en charge sous forme de travaux en maîtrise d'ouvrage déléguée au BRGM ; le montant cumulé des travaux s'établit à 111 960 €
- ❑ **14 dossiers (18%)** ont donné lieu à des propositions d'indemnisations pécuniaires ; le montant cumulé des indemnisations pécuniaires s'établit à 40 728 €